



Bachar al-Jaafari : Si Samantha Power pense que notre salut passe par ces terroristes que son gouvernement protège, qu'elle les prenne chez elle !

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2016

[Al-Ikhbariya \(TV syrienne\)](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Ce 21 novembre, au lendemain de la proposition indécente de Staffan de Mistura, consistant en une administration autonome confiée à un « comité local » de terroristes retranchés dans les quartiers est d'Alep, d'où ils pilonnent les quartiers ouest, s'est tenue une énième réunion du Conseil de sécurité sur la situation humanitaire en Syrie.

Proposition refusée par Damas qui a officiellement informé l'émissaire de l'ONU par la voix de son ministre des Affaires étrangères, M. Walid al-Mouallem, que la décision de la Syrie et de ses alliés de nettoyer toute la ville d'Alep était ferme, définitive et ne saurait attendre. D'où, probablement, une séance plus houleuse qu'habituellement dans l'enceinte de l'ONU, une escalade des violences terroristes sur le terrain, et une escalade médiatique anti-Syrie et anti-Russie qui n'aura échappé à personne.

Séance inaugurée par la lecture du rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 ; 2165 ; 2191 ; 2258 ; ([S/2016/962](#)). Après vérification, aucune évocation de la résolution 2253, censée réprimée le terrorisme et tous ses souteneurs de quelque manière que ce soit.

Certes, les quatre résolutions retenues par le rapport concernent des dispositions humanitaires pour soulager les populations, mais dans le cas de la Syrie, ne serait-il pas plus humain de commencer par vérifier l'application de la seule résolution susceptible de la libérer du terrorisme, source de tous ses malheurs comme tout un chacun le sait, même au fin fond du Far West, depuis qu'un certain M. Trump a jugé bon de vendre la mèche, pour une raison ou pour une autre ?

D'ailleurs, les délégués des puissants de ce monde n'ont mis leur éloquence qu'au service de quelques quartiers est d'Alep, alors que ses quartiers ouest d'une densité de population presque sept fois supérieure, Deir ez-zor, Al-Foua, Kefraya, et d'autres régions syriennes, souffrent mille morts du terrorisme, des prétendues bavures aériennes, des sanctions inhumaines devenues l'arme de destruction massive de coalisés impuissants autrement ?

Des sanctions que Samantha Power, déléguée permanente des États-Unis, poussent jusqu'à menacer les officiers supérieurs de l'Armée syrienne, en les nommant un par un, pour leur

dire qu'elle les tient à l'œil [1] et qu'ils risquent de subir le sort de Milosevic...[2]. Mais le Dr Al-Jaafari n'a même pas relevé. On ne discute pas des héros d'une nation avec une collègue qui raconte n'importe quoi.

Le Dr Al-Jaafari invité à prendre la parole, observe et attend. Nous comprenons que certaines délégations quittent la salle [3]. Cette fois-ci la caméra de web.tv.un ne les a pas filmés. Et c'est le délégué de la Fédération de Russie, M. Vladimir K. Safronkov, qui demande la parole pour dire : *« J'interviens juste pour qu'il soit noté que ce à quoi nous venons d'assister introduit une culture de comportements inacceptables au sein du Conseil de sécurité. Quand de distingués représentants de certains pays quittent ostensiblement la salle parce que le distingué représentant de la République arabe syrienne prend la parole, nous pensons que cela signifie qu'ils n'ont pas suffisamment de courage pour écouter le communiqué d'un collègue de notre profession. Et c'est inacceptable ! »*.

Pour mémoire, voici le communiqué du Dr Bachar Al-Jaafari, les trois délégations de diplomates ayant quitté la salle sont celles des États-Unis, de la France et de la Grande Bretagne [NdT].

Monsieur le Président,

Je voudrais joindre ma voix à celle de mon collègue, le délégué de la Fédération de Russie, pour ses nobles paroles à mon égard. Après tout, maintenant que les trois mousquetaires ont quitté la salle, les protagonistes de cette campagne de désinformation ne pourront plus nuire à notre importante discussion sur mon pays, la Syrie, et je vais pouvoir exposer mon communiqué calmement. [Ces paroles sont dites en français, mais sont difficiles à distinguer vu la traduction simultanée en anglais. La suite est en arabe, NdT].

Monsieur le Président,

Je commencerai par souhaiter la bienvenue parmi nous à Madame Hoff [Elisabeth Hoff : représentante de l'OMS en Syrie] qui nous parle depuis Damas, la plus vieille capitale du monde encore habitée et j'invite à répéter cette initiative, car les représentants de l'ONU présents en Syrie sont des témoins oculaires capables de soumettre à l'attention de ce Conseil des faits beaucoup plus précis que ceux fournis par les démocrates du Secrétariat général d'ici, à New York.

Monsieur le Président,

Je souhaite informer mes collègues d'un nouveau massacre commis, ce matin, par l'aviation de de ladite « Coalition internationale » contre des civils syriens, lors d'un raid mené par des avions de guerre américains sur le village de « Salihya » situé dans la banlieue nord de Raqqa. Parmi les victimes, plus d'une 10aine ont perdu la vie. Un deuxième raid de cette même coalition a visé une filature de coton, tuant 3 ouvriers et tous les membres d'une famille de 6 personnes, déplacée d'une autre région. Tous des civils. Voilà le travail des avions de guerre des États-Unis pour la seule journée d'aujourd'hui.

Je ne répondrai évidemment pas à toutes les déclarations de mes collègues, réservant mes réponses à la déléguée des États-Unis qui a dit qu'un « témoin oculaire », protégé de son gouvernement, l'avait informée que les aviations russe et syrienne avaient mené 180 raids samedi dernier [19 novembre]. 180 raids en une seule journée !

Naturellement et étant donné sa qualité de diplomate avertie et expérimentée, c'est en toute naïveté qu'elle a cru ce témoin qui n'est rien moins qu'un terroriste du Front al-Nosra, reconnu comme entité terroriste par le gouvernement de son pays devant ce respecté conseil. Quelle hypocrisie et que de mensonges entendons-nous dans certaines séances absurdes sur la situation humanitaire dans mon pays !

Puis, la déléguée des États-Unis a prétendu que l'aviation syrienne a jeté des tracts disant aux civils de l'est d'Alep « quittez ou vous mourrez », ce qui est naturellement faux, mensonger et éhonté. Ces tracts invitaient les civils à s'éloigner des groupuscules armés et à sortir. Ceci, car le gouvernement syrien a ouvert six couloirs de sortie pour les civils et deux couloirs pour les éléments armés retranchés dans les quartiers est, mais les terroristes ont refusé de les emprunter et ont empêché les civils de sortir, pour s'en servir comme otages et boucliers humains.

Après tout, si certains gouvernements sont tellement intéressés par le sort de ces terroristes retranchés à l'est d'Alep, qu'ils les prennent ! Qu'ils leur accordent visas et nationalité et qu'ils les prennent !

Si la déléguée américaine pense que l'arrivée aux États-Unis de 8000 terroristes, venus de l'est d'Alep, peut aider le peuple syrien, qu'elle les prenne, d'autant plus que la plupart ne sont pas Syriens !

Votre respecté conseil a estimé dans un rapport de son « Comité de lutte contre le terrorisme » qu'environ 80 000 terroristes étrangers, venus d'États membres de cette organisation internationale, étaient présents en Syrie. Mais il semble que cela n'a pas été entendu par la déléguée américaine, ni par le délégué britannique, ni par le délégué français, ni par le Secrétaire général adjoint, Stephen O'Brien, lequel n'a même pas mentionné le mot « terroriste » dans son communiqué. Pas une seule fois, il n'a parlé de terrorisme, comme s'il ne sévissait pas dans mon pays, comme si le terrorisme n'était qu'un cartoon de Tom et Jerry dans l'esprit des gens.

Quant à mon collègue, le délégué de l'Uruguay, je respecte et approuve ce qu'il a dit lorsqu'il s'est demandé quel était ce dieu et quelles étaient ces valeurs poussant un terroriste à tuer des civils. Or, la réponse à cette question se trouve dans les centaines de lettres que nous n'avons cessé de vous adresser depuis cinq ans.

Des centaines de lettres où nous expliquions à ce Conseil la réalité du terrorisme en territoire syrien, lequel Conseil a adopté une résolution après l'autre concernant, notamment, la lutte contre les mercenaires armés étrangers. Mais certains de ses membres prétendent toujours ne pas savoir quel est ce dieu, quelles sont ces valeurs, qui est ce takfiriste arrivé chez nous, bardé de fatwas wahhabites saoudiennes et qataris, pour répandre le sang des Syriens. Comme si cette réalité leur avait échappé. Comme si ces takfiristes sévissaient en Somalie, mais pas en Syrie !

Ceux qui pratiquent le terrorisme, mon cher collègue représentant de l'Uruguay, sont les terroristes influencés par le wahhabisme saoudien. Leur takfirisme signifie qu'ils vous considèrent comme infidèle, dans le sens où vous méritez la mort parce que vous ne partagez pas leurs principes extrémistes. Tel est le sens du mot takfiriste.

Daech et le Front al-Nosra mettent en pratique les mêmes principes wahhabites appliqués en Arabie saoudite. Ils nous ont importé le terrorisme et nous ont ramené des terroristes de

tous les coins de la planète : le terroriste australien, canadien, américain, français, belge, espagnol, chinois, russe... tous les déchets du monde, et certains se demandent encore : « que se passe-t-il en Syrie, qui tue qui, pourquoi l'aide humanitaire n'arrive-t-elle pas à l'est d'Alep et qui sont ceux qui l'empêchent d'arriver ? ». Comme si ces questions avaient encore besoin d'un décodeur au bout de cinq ans de crimes commis contre la Syrie.

Le terrorisme qui nous frappe est le même que celui qui frappe en Égypte, en Libye, en Irak, au Kenya, en Somalie, en Tanzanie, au Niger, au Tchad, au Nigeria, et partout ailleurs. Il dérive à partir d'une seule et même racine.

Pourquoi soutenons-nous, tous et sans exception, le gouvernement irakien et le Hachd al-Chaabi [Unités de mobilisation populaire] dans leur lutte contre le terrorisme à Mossoul ? Nous les soutenons parce que leur objectif est légitime. Le gouvernement irakien combat le terrorisme et nous combattons le même terrorisme. Le terrorisme qui frappe à Alep est le même qui frappe à Mossoul. Dès lors, pourquoi sommes-nous blâmés par ceux-là même qui soutiennent ce qui se passe à Mossoul ? Il s'agit pourtant du même terrorisme. C'est le même Daech qui sévit ici et là. C'est quoi ces doubles standards ?

N'oublions pas ce que les Américains ont fait lorsque leurs avions ont bombardé les positions de l'Armée syrienne à Deir ez-Zor, permettant à Daech d'encercler la ville. Résultat : 300 000 civils assiégés à qui nous assurons des aides hélicoptérées en nourriture et médicaments. La déléguée des États-Unis, dans une mise en scène hollywoodienne, nous avait dit que c'était arrivé « par erreur ». Mais deux jours plus tard, les avions de la Coalition américaine bombardaient tous les ponts de cette ville traversée par l'Euphrate, puis la centrale électrique et des infrastructures à Alep. Est-ce une lutte contre Daech que l'aviation militaire américaine détruit les infrastructures de Syrie, que l'aviation française frappe la ville de Manbej tuant 200 civils et que l'aviation britannique agisse dans le même sens ? Que d'absurdités !

Monsieur le Président,

Les communiqués de certains délégués et celui du Secrétaire général adjoint ,chargé d'exposer la situation humanitaire en Syrie, ont été conformes à nos prévisions vu qu'ils ont témoigné pour la 33^{ème} fois d'une approche négative et erronée, fondée sur la déformation des faits, le commerce et le mépris des souffrances du peuple syrien, la politisation de la situation humanitaire, afin de diaboliser le gouvernement syrien et de créer un mini-État terroriste en Syrie. Tel est leur plan : créer, par un fait accompli, une entité terroriste bénéficiant du soutien des régimes occidentaux qui soutiennent le terrorisme. Un fait accompli !

Des communiqués qui nient la raison principale de la crise syrienne et qui prouvent, une fois de plus, que ces gouvernements et ceux qui les suivent ne veulent pas mettre un terme aux souffrances endurées par notre peuple.

Ici, je redis et je répète que nous refusons qu'on traite de la crise syrienne sans un engagement sérieux à en traiter la racine, c'est-à-dire, l'émergence et la prolifération de groupuscules armés terroristes locaux, plus l'importation de dizaines de milliers de terroristes étrangers, soutenus par des gouvernements désormais connus de tous et déployés dans nos quartiers, nos villes et nos villages, où ils utilisent les civils comme boucliers humains.

Je redis et je répète que certains États qui usent des souffrances du peuple syrien comme d'une marchandise peu coûteuse pour mettre à exécution leur agenda, en prétendant s'intéresser à son sort et à son bien-être, sont la cause principale de cette souffrance, que ce soit par le soutien direct accordé aux groupes armés terroristes, que ce soit par l'imposition de mesures coercitives unilatérales qui affectent directement le citoyen syrien.

Je redis et je répète que nul, en ce monde, ne tient plus que notre gouvernement et notre peuple à la vie des citoyens syriens à Alep, à Deraa, à Damas, à Raqqa et dans n'importe quelle région du pays, où les groupes armés terroristes les utilisent comme boucliers humains, les assiègent, leur interdisent de circuler librement, les empêchent de recevoir l'aide humanitaire qui leur est destinée, ou leur vendent cette aide à un prix au dessus de leurs moyens.

Je redis et je répète qu'étant donné cette amère réalité, il incombe à tout gouvernement, y compris le gouvernement syrien du fait de ses obligations légales et morales, de sauver ces citoyens pris en otage par des terroristes.

Monsieur le Président,

Des groupes armés terroristes présents dans le quartier Al-Boustane de l'est d'Alep, que certains États et certaines parties prenantes se plaisent à qualifier d'« opposition armée non étatique », ont commis hier [20 novembre] un autre hideux massacre et prémédité, lorsqu'ils ont lancé plusieurs roquettes sur deux établissements scolaires, Al-Mouhadatha et Saria Hassoun, situés dans le quartier Forkane à l'ouest d'Alep. Parmi les victimes, 10 enfants âgés de 7 à 12 ans et 59 blessés dont une institutrice ayant dû subir une amputation de jambe.

Hitting their school with rockets was necessary for freedom & democracy! Shame!



Indignation d'un Député d'Alep :
Frapper leur école avec des roquettes était nécessaire pour la liberté et la démocratie ! Honte !
20/11/2016

Voici des photos de ces écoles d'Alep bombardées par des groupes armés génétiquement modifiés en « opposition armée modérée ». Des photos que personne ne vous montrera. Soit dit en passant, l'école nommée « Saria Hassoun » porte le nom du fils du grand mufti de la République arabe syrienne, dont je vous avais parlé il y a cinq ans alors qu'il venait de perdre ce fils, tué par des terroristes. Hier, c'était au tour de l'école qui porte son nom.

Ajoutez au bombardement de ces écoles que des terroristes du Front al-Nosra, du mouvement Nour el-dine el Zenki parrainé par les Services du renseignement turc, et d'autres organisations terroristes que Washington, Paris et Londres, qualifient d'« organisations armées modérées » tout en assurant salaires et armes à leurs

mercenaires via l'Ukraine, la Bulgarie et la Croatie, ont ouvert le feu sur la Faculté de droit et les quartier Mogambo et Midane entraînant la mort de 2 personnes et blessant 32 autres. Ensuite, c'était au tour du quartier Al-A'zamiyé, toujours à l'ouest d'Alep, avec pour résultat : 2 morts et 7 blessés.

Monsieur le Président,

J'attire votre attention sur le fait que ces attaques perpétrées sur l'ouest d'Alep par des groupes terroristes ont coïncidé avec la troisième trêve annoncée unilatéralement, comme les deux précédentes, par le gouvernement syrien et ses alliés depuis le 9 septembre, afin de sauver la vie des civils innocents d'Alep et mettre fin à leurs souffrances. Ce qui contredit absolument ce qu'a dit la déléguée des États-Unis, à propos d'un témoin oculaire qui lui aurait rapporté que les aviations russe et syrienne avaient lancé 180 raids aériens ce samedi 19 novembre. À vous de juger cette manipulation venant de la représentante d'une grande puissance et membre permanent du Conseil de sécurité.

Les trêves annoncées par le gouvernement syrien et ses alliés garantissaient la sécurité des milices armées qui souhaiteraient sortir des quartiers est d'Alep pour régulariser leur situation ou se diriger, munis de leur arme personnelle, vers une région de leur choix, ainsi que l'évacuation et les soins médicaux pour leurs blessés.

Ceci, pour que l'est d'Alep retrouve une vie normale ; l'est d'Alep, ville syrienne, non l'est de Manhattan, de Glasgow ou de Marseille. Et aussi, pour que les institutions étatiques puissent reprendre toutes leurs missions au service des citoyens qui souhaiteraient rester dans ces mêmes quartiers.

Mais, malheureusement, toutes ces initiatives ont été entravées par certains États, désormais notoirement connus, lesquels ont suggéré aux organisations armées terroristes de les refuser en bloc, de se retrancher dans les quartiers est d'Alep, de cibler les maisons et écoles du côté ouest, de se servir de ceux restés côté est comme boucliers humains, de tuer ceux qui tenteraient d'emprunter les couloirs de sortie sécurisés, comme cela s'est passé ce 17 novembre lorsque les terroristes ont exécuté 17 personnes ayant manifesté contre leurs pratiques.

Ces réalités prouvent, encore une fois, que ces groupes terroristes armés sont un outil de chantage manipulé par certains pour imposer leurs agendas politiques, à petits frais, aux dépens du sang et des souffrances du peuple syrien.

Monsieur le Président,

Le Gouvernement de la République arabe syrienne rejette l'approche biaisée de la situation humanitaire en Syrie par certains pays et organismes des Nations Unies, et souligne que la principale entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire vers de nombreuses régions conjugue les faits suivants :

1. Le blocage imposé par les groupes armés terroristes dans de nombreuses régions où ils refusent de laisser entrer les convois, les attaquent ou les pillent.
2. Le manque de sécurité des voies d'accès dans les zones où ils sévissent, puisqu'ils coupent les routes, ciblent les avions civils, s'approprient les colis et attaquent les travailleurs humanitaires.

3. La politisation de la question humanitaire, les doubles standards et la focalisation exclusive sur certaines régions à des fins politiques.

4. Le manque de coordination et de coopération avec le gouvernement syrien et le recours à des ONG non reconnues et non autorisées par la Syrie, dont certaines basées à Gaziantep en Turquie; ce que nous ne permettrons pas.

5. Le manque de financement des plans d'aide, en raison d'engagements non respectés par certains pays, l'ensemble n'ayant contribué qu'à 33 % de ce qui avait été annoncé.

6. Le retard dans la mise en œuvre des projets, programmes et activités prévus par ces plans.

En conclusion, Monsieur le Président,

Le peuple syrien est fatigué des déclarations mensongères, des initiatives hypocrites, des rapports fallacieux qui inondent quasi-quotidiennement le Conseil de sécurité des Nations Unies et ses divers organismes depuis cinq ans, ne ressentant aucune humanité à son égard. Au contraire, ses souffrances ont atteint des sommets inimaginables du fait de certains pays, membres permanents de ce Conseil ou non, déterminés à attiser la crise et à la prolonger.

Quant aux aides humanitaires, Mme Hoff a dit que des millions de citoyens syriens ont pu en profiter grâce à la coordination avec l'État syrien [4]. Mais il faut savoir que 75% de ces aides sont assurées par le gouvernement syrien et non par les Nations Unies, en dépit des sanctions économiques, imposées par des États qui soutiennent le terrorisme, depuis plus de cinq ans.

Merci, Monsieur le Président

Dr Bachar al-Jaafari

21/11/2016

Source : Al-Ikhbariya (TV syrienne) (ou web.tv.un.org [3])

<https://www.facebook.com/Aljafaribashar/videos/1148781298509962/>

Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Notes :

[1]Le Coordonnateur des secours d'urgence exhorte le Conseil de sécurité à agir pour mettre un terme au massacre en Syrie

<http://www.un.org/press/fr/%C2%A02016/cs12597.doc.htm>

[2]Milosevic disculpé, tandis que l'OTAN passe à autre chose

<http://reseauinternational.net/milosevic-disculpe-tandis-que-lotan-passe-a-autre-chose/>

[3] The situation in the Middle East – Security Council, 7817th meeting (vers 2h)

<http://webtv.un.org/search/the-situation-in-the-middle-east-security-council-7817th-meeting/5219293366001?term=situation%20in%20the%20Middle%20east>

[4] 21 Nov 2016 – Briefing by Elizabeth Hoff, World Health Organisation (WHO) representative in Syria, on the situation in the Middle East.

<http://webtv.un.org/search/elizabeth-hoff-who-on-the-situation-in-middle-east-security-council-7817th-meeting/5219138699001?term=situation%20in%20the%20Middle%20east>

La source originale de cet article est [Al-Ikhbariya \(TV syrienne\)](#)
Copyright © [Dr. Bachar al-Jaafari](#), [Al-Ikhbariya \(TV syrienne\)](#), 2016

Articles Par : [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca